

# Le traitement de défaveur de François Asselineau et de l'UPR sur Wikipédia

François Asselineau et l'Union Populaire Républicaine (UPR) n'ont toujours pas de pages sur Wikipédia en français (**Note: ce n'est que depuis nos 1% aux régionales en décembre 2015 que Wikipédia a décidé de faire une notice, du reste, sciemment calomniatrice**), alors qu'il existe des notices sur les versions anglaise, russe, espagnole, et désormais [japonaise](#), de l'encyclopédie en ligne. La demande initiale n'a jamais été validée par les « modérateurs » et la création de page est aujourd'hui bloquée.

Cette absence est remarquée par de plus en plus d'observateurs de la scène politique française, notamment des journalistes. La manifestation médiatique la plus visible de cette attention reste le reportage d' « Envoyé spécial » sur France 2 du 8 novembre 2012. Deux semaines plus tard, le site Internet Arrêt sur images consacre une bonne partie de [son émission portant sur Wikipédia](#) à cette polémique, utilisant comme base de discussion l'extrait d' « Envoyé spécial » sur François Asselineau et l'UPR.

Wikibuster, site critique de Wikipédia, [s'est intéressé à notre cas](#) et nous a proposé de publier un témoignage sur notre « expérience » de l'encyclopédie en ligne. Profitant de cette tribune, il est temps pour nous de rendre public un dossier détaillé qui revient sur les différentes étapes de l'affaire et en éclaire les aspects essentiels.

---

Par Akira Aubert, Groupe Wiki de l'UPR – Cybermilitantisme

## Expérience wikipédienne personnelle

Wikipédia est une œuvre collective enthousiasmante. Je fais entièrement confiance dans l'absolu à la communauté du site pour la gestion des articles à venir sur l'UPR et François Asselineau (nous n'envisageons pas que la situation actuelle puisse perdurer indéfiniment).

À titre personnel, je connais bien Wikimedia et Wikipédia francophone puisque j'ai été contributeur de 2005 à 2007. J'ai à mon actif environ 700 éditions et quelques créations d'articles. Cependant, la lourdeur protocolaire et l'atmosphère assez conflictuelle de Wikipédia ont pesé négativement sur mon envie de participer davantage. Je rejoins ainsi de nombreux internautes dans leurs critiques.

Cela ne m'empêche pas de rester un utilisateur assidu avec plusieurs dizaines de consultations par jour. Comme beaucoup d'adhérents et de sympathisants de l'UPR, je me sens très *wiki-friendly*.

Je partage évidemment les objectifs wikipédiens de collecte et de large diffusion de connaissances. C'est justement dans cet esprit et dans la foulée de mon adhésion à l'UPR au printemps 2012 que j'ai créé le [wikia de l'UPR](#).

L'état embryonnaire mais néanmoins prometteur du projet témoigne de notre bienveillance à l'égard de l'outil wiki. Que cela soit clair : nous n'avons aucun goût (ni temps) pour nous lancer dans des guerres d'édition. Qu'aurions-nous d'ailleurs à gagner à interférer avec la communauté de fr.wikipedia, qui fait un travail remarquable dans l'ensemble ?

## Wikipédia et l'UPR : retour aux sources

L'UPR et François Asselineau ont tenté de créer leur première page Wikipédia en 2008, un an après la création du mouvement. Nouveau venu sur la scène politique et très présent sur Internet, il paraissait tout à fait naturel de figurer sur la première encyclopédie en ligne.

Cette page a pourtant été refusée ; « *Il a certes un beau CV, mais rien dans tout cela n'entre dans les critères d'admissibilité des hommes politiques* », écrivait en 2008 un contributeur de Wikipédia, pour proposer le rejet de la page de François Asselineau (voir [cet article](#) de Numerama). La fermeture de la page a été entérinée en janvier 2008 par « DocteurCosmos », un contributeur très actif devenu administrateur de l'encyclopédie Wikipédia francophone.

Ce refus ne nous a cependant pas empêchés de nous développer. Depuis ce blocage, les responsables de l'UPR n'ont pas souhaité renouveler l'expérience de la création. Nous savons par contre que plusieurs sympathisants isolés s'y sont essayés ; toutes leurs tentatives se sont invariablement soldées par la suppression des pages.

La discipline dont nous avons fait preuve, associée à notre excellente connaissance des lois de l'encyclopédie en ligne, ne nous auront toutefois pas servi. La posture de certains membres de Wikipédia vis-à-vis de l'UPR est aujourd'hui [caricaturale](#), et celle de certains responsables, méprisante, comme nous allons le voir.

Comment en sommes-nous donc arrivés à ce [blocage](#), à ce malentendu ?

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
**Le blocage est acté techniquement pour une durée de 5 ans, c'est-à-dire qu'il est impossible de (re)créer une page François Asselineau sur Wikipédia jusqu'en décembre 2017...**

Il faut en trouver l'origine. Elle se situe dans la [procédure litigieuse de suppression de l'article François Asselineau](#), la [11e](#), qui a suscité de nombreuses indignations, et une polémique.

Mais intéressons-nous maintenant au traitement médiatique majeur consacré à cette suppression, c'est-à-dire au sujet de France 2 dans l'émission « Envoyé spécial » du 8 novembre 2012 (visible[ici](#)).

## Transcription (complète) de l'extrait d' « Envoyé spécial »

**Elisabeth Bonnet (voix off)** : Je pars à Annecy rencontrer un homme qui ne se remet pas de son éviction de Wikipédia.

Il aurait tellement voulu y entrer.

François Asselineau est à la tête d'un parti encore confidentiel, l'UPR, qui tient aujourd'hui son université d'été. Aux dernières élections présidentielles, il a souhaité se présenter, mais n'a pas pu réunir les 500 signatures. En 2007, il crée sa page et celle de son parti sur Wikipédia. Elles seront supprimées, un camouflet que l'homme politique n'a toujours pas digéré.

**François Asselineau** : On a appris un jour que les deux pages que j'avais créées, celle de François Asselineau, et celle sur l'Union Populaire Républicaine, faisaient l'objet d'un procès – c'était le terme utilisé –, d'un procès en non-représentativité.

**Elisabeth Bonnet (voix off)** : Sa page a été soumise au vote des wikipédiens, et ils n'ont pas jugé François Asselineau assez connu.

**François Asselineau** : Je n'ai pas eu ma page Wikipédia, alors que d'autres ont leur page Wikipédia. Par exemple, je vais vous dire quelque chose, Cindy Lee, vous vous en rappelez peut-être, c'était cette femme qui arpentait les marchés la poitrine à l'air, en montrant ses seins, et qui avait créé un parti qui s'appelle Le Parti du plaisir. Ça fait partie de ces bouffonneries qu'il y a avant chaque élection présidentielle. Alors elle, elle a eu droit effectivement à une couverture de quelques journaux télévisés, mais elle a sa page Wikipédia.

**Elisabeth Bonnet (voix off)** : Sans couverture médiatique, peu de chance de figurer dans Wikipédia. Pour ces militants, l'exclusion ne se justifie pas.

**Akira Aubert** : C'est injuste, car il y a suffisamment de points presse.

**François Asselineau** : Vous vous rappelez, je suis quand même passé sur Sud Radio, ce qui n'est quand même pas rien, j'ai eu une émission sur BFM TV avec Nicolas Doze pendant pratiquement trois quarts d'heure-une heure, je suis passé sur l-télévision, mais c'est vrai que ça n'est pas TF1, ça n'est pas France 2, ça n'est pas France Inter...

**Elisabeth Bonnet** : Ça veut dire que si on est écarté de la presse nationale...

**Florian Guillaumot** : On n'existe pas sur Wikipédia.

## Le reportage biaisé et expéditif d' « Envoyé spécial »

Pour commencer, il me semble très important de préciser le contexte du reportage. La présentation est erronée, à plus d'un titre.

Elle fait d'emblée passer François Asselineau pour quelqu'un d'amer et d'insistant, quelqu'un qui est obsédé par

# Union Populaire Républicaine | UPR

L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro son absence de Wikipédia et qui cherche à avoir sa page (et celle de son parti) depuis 5 ans. Or ce n'est ni à sa demande ni à celle des responsables du groupe wiki que des contributeurs ont recréé la page supprimée à 11 reprises. Cette présentation est donc faussée dès le début.

François Asselineau en avait pour ainsi dire terminé avec Wikipédia en 2008. Depuis il n'a fait que répéter à qui voulait l'entendre que Wikipédia avait censuré sa page, ce qui est factuel.

En 2008, en tant que haut fonctionnaire (inspecteur général des finances), vice-major de l'ENA, membre de plusieurs cabinets ministériels, ancien porte-parole du RPF, ancien Délégué général à l'intelligence économique, ancien élu au Conseil de Paris dans le 19<sup>e</sup> arrondissement, et compte tenu de l'existence d'un nombre convenable d'articles de presse à son sujet et de sa position unique en France en tant que président-fondateur du seul parti politique qui propose la sortie de l'Union européenne, de l'euro et de l'Otan, il avait des raisons solides de penser qu'il était parfaitement admissible selon les [critères de notoriété des personnalités politiques](#).

En mars 2012, compte tenu des très nombreuses apparitions médiatiques de 2011 et du début de l'année 2012, il en avait encore plus.



*Ce serait un manque de sources secondaires qui empêcherait d'avoir un article...*

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
Des *indications* de notoriété – il faut insister sur ce mot –, contradictoires, sont soumises à l'appréciation des administrateurs de Wikipédia en vue de la suppression éventuelle d'un article. Les administrateurs sont les seuls à détenir ce pouvoir décisif. Après l'ouverture de cette nouvelle procédure de suppression de page, l'article a donc été de nouveau retiré, au terme d'un riche débat, et de la prise en compte de votes.

En 2012, il n'y avait ni espoir déçu ni vexation, mais bien une indifférence, tout au plus un regret ; de toute façon, François Asselineau sait pertinemment que le temps et les événements jouent en sa faveur à ce sujet, et que cette censure n'est pas définitive. Nous avons précisé tout au long de la rencontre avec les journalistes de France 2 que Wikipédia étant souveraine, libre à elle de déterminer qui entre ou non dans leur encyclopédie. Nous ne faisons que critiquer sa décision, arguments à l'appui. Et nous ne sommes pas les seuls à le faire. [Guillaume Champeau](#), fondateur de Numerama, magazine phare de l'Internet francophone spécialisé dans le traitement de l'actualité des TIC (technologies de l'information et de la communication), a remarqué l'incongruité de la situation et y a consacré [un article](#). Article qui a d'ailleurs sûrement mis la puce à l'oreille aux journalistes de France 2.

Elisabeth Bonnet dit également que nous tenions ce jour-là l'université (publique) de notre mouvement, c'est faux et elle le savait ; nous l'avons invitée la veille (journée de travail réservée aux adhérents actifs de l'UPR) pour des raisons de disponibilité et pour pouvoir discuter au calme. Cette affirmation et les images qui l'accompagnent (à l'écran il semble qu'il n'y ait presque personne à notre « université ») nous font passer pour un groupuscule, ce que nous ne sommes plus, le [reportage de TV8 Mont-Blanc du lendemain](#) en atteste.



**Cette présentation de notre mouvement est une véritable forfaiture journalistique de la part de France 2.**

## Les problèmes d'audition des journalistes de France 2

Lors de la table ronde consacrée au cybermilitantisme, nous avons fait l'effort d'expliquer aux journalistes pourquoi Wikipédia avait mis en place de telles procédures, à savoir, pour lutter contre les attaques récurrentes des sectes, des entreprises, des personnalités cherchant à s'autopromouvoir. Nous avons dit que nous respectons leurs règles, dans le sens où depuis la tentative de François Asselineau en 2008, aucun responsable UPR n'avait demandé à restaurer ni la page de François Asselineau, ni celle de l'UPR.

Nous avons par ailleurs souligné à quel point l'outil wiki – qui donc n'est pas seulement utilisé au sein de Wikipédia – nous était sympathique, que nous sommes actuellement en effet en train de construire notre propre wiki à des fins de synthèse, d'activité rédactionnelle, etc. L'UPR est un parti de l'Internet, de « pronétaires », dans lequel l'intelligence participative, connective est à l'honneur, et où le corpus d'informations est très conséquent. Nous avons aussi lu aux journalistes, et montré à la caméra, avec l'aide d'une tablette, les critères que M. Mathis (président de Wikimedia France) a lui tenté de réinventer à son avantage, comme nous le verrons plus tard.

Elisabeth Bonnet, quant à elle, non contente d'avoir choisi de ne pas parler de cette partie de la table ronde, ne dit pas un mot des règles qui régissent Wikipédia.

Elle aurait pu également, dans le cadre de son reportage, s'interroger sur l'utilisation de votes pour déterminer

Tous ces points ayant été abordés lors de notre discussion, affirmer que pour nous, militants, « *l'exclusion ne se justifi[ait] pas* », n'avoir sélectionné dans tout ce que j'ai dit qu'un morceau de phrase (« *c'est injuste, car il y a suffisamment de points presse* ») est au mieux un grossier raccourci, au pire le mépris pur et simple de ce que nous disions. Nos propos sont sélectionnés dans le seul but d'orienter le récit éditorial, c'est donc une infraction au cahier des charges concernant l'honnêteté et le pluralisme de l'information que France Télévisions est censée respecter (page 67, article 35 1.1).

**Il est impossible de restituer une expression honnête de notre point de vue en deux minutes. Ce passage éclair est en inadéquation presque totale avec le contexte de la table ronde et de l'université.**

Le sujet se termine par une conclusion qui détourne l'essence de nos propos (d'ailleurs pris hors de leur contexte), et qui semble mettre une sorte de point final à notre demande d'article sur Wikipédia. Ce choix met à mal toute l'argumentation qui a été réellement présentée.

En résumé, nous ne méritons vraiment pas le rôle de « *ceux qui jouent des coudes pour être sur Wikipédia* » dans ce reportage qui sent le *storytelling* et qui sert à confirmer de force une thèse qui préexistait probablement à la fabrication de l'émission et donc à notre rencontre avec les journalistes de France 2.

## Cyber-sophisme à Arrêt sur images

C'est donc ce reportage biaisé et lapidaire qui a servi de base pour le débat avec Pierre-Carl Langlais, Rémi Mathis, et Laure Daussy et Daniel Schneidermann du [site Arrêt sur images](#) (cette émission datée du 23 novembre 2012 est visible [ici](#)). Et loin d'avoir un compte rendu objectif et neutre de la situation, nous avons eu droit à un débat confus dans lequel les responsables de Wikipédia, campant obstinément sur leurs positions précaires, se sont exprimés de façon péremptoire et méprisante sur un dossier qu'ils ne connaissent manifestement pas assez.

Plus tôt dans l'émission, sur le cas de Pascal Rogard, et sur celui de Manuel Valls, on avait pu constater l'extrême prudence, qui confine à la pusillanimité, du processus de rédaction des articles, qui laisse souvent la place à

Débutant par un procès d'intention, qualifiant la posture de François Asselineau de « *ridicule* », lui attribuant une demande qu'il n'a pas faite, puisque ce battage médiatique concerne la procédure de 2012 et non celle de 2008, Pierre-Carl Langlais (un administrateur de Wikipédia) fait une démonstration édifiante de ses partis pris. Sa méconnaissance du sujet ne l'incite pas la prudence, bien au contraire. Rappelons au passage son vote « neutre » (sous le pseudonyme d'Alexander Doria) lors de la procédure de suppression de mars 2012.



**Rémi Mathis, président de Wikimédia France, et Pierre-Carl Langlais, un des 185 administrateurs de Wikipédia.**

Alors qu'il est censé être l'apôtre de la neutralité compte tenu de sa position, il ose même avec Rémi Mathis



## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~  
retourner la situation, sans pour autant apporter la moindre preuve. Pour eux, l'UPR et François Asselineau font mousser leur absence de Wikipédia à des fins d'autopromotion.

Dénigrer ainsi François Asselineau et l'UPR est en effet plus simple que de se perdre dans des « détails » qui pourraient remettre en cause la décision de la communauté. Cette conduite va à l'encontre des principes d'intégrité de Wikipédia, de la recherche de la neutralité de point de vue, etc.

Rémi Mathis, quant à lui, a une vision très particulière du travail encyclopédique ; il défend une thèse philosophique pour le moins audacieuse. Cet échange est issu d'un entretien qu'il a accordé à une nouvelle revue (propos recueillis par Guénaëlle Le Solleu, *L'Éléphant*, n°1, janvier 2013) :

**« Peut-on dire que l'encyclopédie en ligne Wikipédia est le digne successeur de celle de Diderot et d'Alembert ? »**

*Rémi Mathis : Il y a trois cents ans, un petit groupe de rédacteurs était à l'œuvre dans l'Encyclopédie et ils avaient une vision préconçue de leur objectif, en termes philosophiques ou religieux. Une vérité devait être exprimée. Or, **on sait depuis un siècle et demi que la vérité n'existe pas** [c'est nous qui soulignons]. En ce sens, Wikipédia ne peut pas être comparée à son ancêtre car ses auteurs n'ont pas de thèse à défendre. Son but est de faire la synthèse des connaissances, de la manière la plus neutre possible. »*

Non content de tenir des propos assez méprisants vis-à-vis des Encyclopédistes, Rémi Mathis fait – comme si cela allait de soi – une affirmation d'un relativisme extrême (on pourrait même dire irrationnel) : « *on sait depuis un siècle et demi que la vérité n'existe pas* ». Sentence à l'emporte-pièce que l'on peut résumer ainsi sans trahir sa pensée : « **la vérité n'existe pas** ». Si ceci n'est pas une thèse, qu'est-ce que c'est ? Ce n'est pas neutre du tout. Les contributeurs et les utilisateurs de Wikipédia savent-ils que M. Mathis considère que la vérité n'existe pas (y compris sur l'encyclopédie en ligne donc) ? Une telle position semble difficilement compatible avec l'activité encyclopédique qui cherche justement à fixer des connaissances (vraies).

Signalons au passage à M. Mathis que son affirmation est autocontradictoire puisque si la vérité n'existe pas, la phrase « la vérité n'existe pas » ne peut elle-même être vraie.

Sur le plateau d'Arrêt sur images, il est clair que les représentants de Wikipédia n'étaient pas neutres sur le cas de François Asselineau et de l'UPR. Il est également établi que les arguments en faveur de l'admissibilité étaient absents du débat. Examinons à présent les arguments en faveur de la suppression de l'article.

## Les règles orwelliennes de Wikipédia

La décision de suppression est le fruit du jugement unilatéral d'un administrateur qui a considéré :

- **Que les fameux [critères](#) de notoriété n'étaient pas remplis.**

En oubliant de dire que ces critères ne sont pas clairement établis, comme on peut le lire dans l'article qui fait foi : « *Ces critères sont cependant à interpréter avec souplesse, comme des suggestions consensuelles et non des règles rigides. On veillera toutefois à argumenter scrupuleusement les exceptions éventuelles.* »

Avec ce que Rémi Mathis dit à propos des critères de notoriété des personnalités politiques, on entre dans le grotesque. Il agite ces quelques lignes comme de sacro-saints principes choisis par la communauté alors qu'il est incapable de les résumer. Il se permet même l'invention pure et simple d'un critère, celui d'être « *maire d'une ville de plus de 20 000 habitants* », erreur qui n'est malheureusement pas relevée par la journaliste Laure Daussy qui avait ladite page sous les yeux.

### - Que cette notice Wikipédia n'est pas recevable sans articles secondaires « fiables et exploitables ».

Reprenons les propos d'Harmornia Amanda, qui a supprimé la page : *« Au terme de tous ces kilooctets, très peu de sources utilisables ici ont été présentées (Dauphiné Libéré...) mais elles sont trop peu nombreuses et trop parcellaires pour permettre la rédaction d'un article encyclopédique. Les sources concernant les tensions avec wikipédia peuvent être utilisées dans un paragraphe sur les controverses avec WP (Wikipédia en français ?) mais ne permettent pas la création d'un article dédié. Je suggère d'attendre l'apparition de sources secondaires fiables et exploitables. »*

Outre le fait que cette déclaration semble bien absconse et expéditive, surtout pour conclure une discussion aussi riche, longue et passionnée, elle montre que nous avons bien des sources secondaires, mais que celles-ci n'étaient ni « fiables » ni « exploitables ».

Elle élude donc toutes les sources pourtant tout à fait utilisables, puisqu'il s'agissait de journaux, de radios et de télévisions d'envergure nationale : *Le Nouvel Observateur, Le Parisien, La Croix, France Info, Sud Radio, I-télé, France 24, BFM Business...* Sans compter la pléthore d'articles issus de titres majeurs de la presse régionale (voir notre [dossier de presse](#)). Les liens mis à disposition étaient exploitables puisqu'encore en ligne aujourd'hui. Ces sources secondaires parlaient de l'UPR, de son président François Asselineau. Faut-il désormais douter de la fiabilité de ces médias en tant que sources wikipédiennes recevables ? Ou s'agit-il d'un traitement (de défaveur) exceptionnel ?

### - Que cette analyse fait « consensus », alors que le recensement d'opinions fait justement état de l'absence de consensus.

Il y avait 72 % de gens favorables à la suppression, 25 % défavorables (sans compter les avis non décomptés, au nombre de 16, qui étaient tous opposés à la suppression de l'article).

Il n'y a clairement pas de consensus si l'on suit la définition du Grand Robert de la langue française :

**« Consensus, Didact. Accord entre personnes ; consentement »**

Avec [l'ubuesque définition du consensus de Wikipédia France](#) (qui fait office de recommandation officielle...), on arrive tout bonnement à une inversion du sens de ce mot : le désaccord devient l'accord ! Novlangue, dites-vous ?

Il est presque amusant de constater que l'administrateur [Hégésippe parle de l'insistance](#) d'une partie de la communauté wiki contre la présence de l'article, en ignorant par-là la partie adverse qui était tout autant « insistante ».

## Fanatisme wikipédien

Ce comportement consistant à justifier les décisions d'un groupe de personnes par le seul bien-fondé de règles qu'ils auraient préalablement validées relève de l'aveuglement. On est là dans un schéma fanatique, sectaire, très loin de l'idéal d'intégrité et de rationalité d'un contributeur averti. Ces normes absoudraient-elles toute décision des ouailles wikipédiennes ? Respecte-t-on systématiquement ces règles ? Ces règles sont-elles infaillibles ? Le rôle d'un administrateur n'est-il justement pas de faire de la [maintenance wikipédienne dans l'intérêt général](#) ? Qui juge de ces règles ? Une intelligence supérieure supposément infaillible que serait cette communauté wikipédienne, ou une décision d'un groupe d'humains, qui peuvent commettre des erreurs ?

Pour Rémi Mathis et Pierre-Carl Langlais, visiblement, il n'est pas question d'admettre ne serait-ce qu'une once de faillibilité dans la décision de cette infime partie de la communauté de Wikipédia France ; c'est ceci qui est véritablement intolérable.

Et ce n'est pas tout, car je ne parle pas du principe même de ce vote. [Wikipédia n'est absolument pas une démocratie](#), elle devrait sans doute être une « ratiocratie ». Les [procédures de vote font débat au sein de Wikipédia](#), il est donc anormal de voir autant d'inflexibilité de la part de la capitainerie de l'encyclopédie à défendre une décision issue d'une procédure discutée et discutable.

Malheureusement, concernant la page de François Asselineau et celle de l'UPR, il semble difficile de ne pas considérer que Wikipédia se comporte en dictature. Tout du moins, elle est en désaccord, pour la version francophone, avec les principes fondamentaux qui font son succès, ce qu'a d'ailleurs tenté de rappeler Daniel Schneidermann en fin de débat.

[Wikipédia est aussi une encyclopédie spécialisée de la politique française.](#)

Il est quand même étonnant de voir que dans sa langue maternelle et dans son propre pays, François Asselineau n'a toujours pas une notoriété suffisante, alors que les Wikipédias espagnol, russe et japonaise, qui comportent pourtant moins d'articles, n'hésitent pas à lui en consacrer un, malgré la barrière linguistique.

Quant à la version anglaise, il y a eu [4 nominations de suppression](#) sur la page de François Asselineau, qui se sont au final toutes conclues par le maintien de l'article.

Cet état de fait est expliqué et justifié par M. Mathis par une simple preuve du cloisonnement des différents Wikis ; le président de Wikimedia France ne semble pas vouloir envisager une seule seconde qu'il puisse s'agir d'une erreur d'appréciation de la version francophone de l'encyclopédie . Cette obstination ressemble à de l'acharnement anti-Asselineau, ce qui a été également suggéré par Daniel Schneidermann.

L'article n'a selon moi pas été supprimé en raison de sa non-admissibilité au regard des critères. François Asselineau a fait l'objet d'une réelle couverture médiatique nationale, il a été invité dans de nombreuses émissions. Il est donc difficile de justifier son éviction sur le terrain des critères. Tout observateur honnête de la scène politique française ne peut que s'étonner de l'absence de François Asselineau et de l'UPR sur Wikipédia.

Non, l'article a été supprimé sur la base d'arguments invalides, d'interprétations faussées par des règles floues.

C'est une censure arbitraire. C'est le droit de Wikipédia de le permettre, mais ce n'est vraiment pas à sa gloire.

**ADMET QUE LES CRITERES  
D'ADMISSIBILITE SONT RELATIFS  
ET SOUMIS L'INTERPRETATION**



**WIKIPEDIA  
CENSURE DES ARTICLES SUR  
LA BASE DE CES CRITERES  
BANCALS**

Le cas de l'UPR et de François Asselineau contribuera-t-il à la déliquescence du « suppressionnisme » parmi les administrateurs ?

## Conclusion (provisoire)

Au sein de l'équipe cybermilitante, nous sommes tous des utilisateurs avertis et enthousiastes de Wikipédia. D'ailleurs, nos conditions d'utilisations et notre protocole de modération sur Internet s'inspirent en partie de ceux de Wikipédia. Il n'y a rien de paradoxal à cela, nous sommes le parti politique français le plus « numérique », et certainement l'un des plus actifs sur Internet, il est donc normal que nous nous basions sur les règles de modération les plus connues et reconnues du net.

Nous connaissons aussi bien les forces que les faiblesses du système wiki. Nous ne souhaitons bénéficier d'aucun traitement de faveur, mais nous ne voulons pas non plus être victimes d'un traitement de défaveur. Nous connaissons les règles et les principes en usage sur Internet et sur Wikipédia en particulier. Nous les respectons, nous appelons nos membres à les respecter. Mais nous demandons aux responsables de Wikipédia de faire de

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~ même. Qu'ils se conforment loyalement aux règlements internes de l'encyclopédie qu'ils administrent et nous serons satisfaits.

Rémi Mathis s'est bien rendu compte à la fin de l'émission du caractère intenable de la situation et a admis que le cadre du symbolique est désormais largement dépassé. Il a avoué implicitement que cette décision de censure est sans doute la plus critiquée de l'histoire du site francophone, mais au lieu de mettre en doute cette décision de suppression, il a fait un choix pour le moins audacieux, celui de soutenir coûte que coûte une décision collective qui n'est pas la sienne, qu'il n'avait d'ailleurs pas ou peu étudiée. Il se permet également un sarcasme irrespectueux, voire insultant, considérant finalement l'admissibilité de François Asselineau uniquement sur la base de cette polémique.

Où est donc passé le [respect de la hiérarchie de Graham](#) ? Comment prendre au sérieux quelqu'un qui d'un côté nous parle de la méticulosité de son métier, et de l'autre se permet de telles imprécisions et une nonchalance intellectuelle sur un cas qui pose un problème interne exceptionnel selon les dires mêmes d'un administrateur, un cas médiatisé à l'échelle nationale depuis des mois ? Au plus haut niveau, Wikipédia [doit théoriquement toujours supposer la bonne foi](#) de ses contributeurs, or l'*a priori* négatif, noté par Daniel Schneidermann, semble avoir pris le pas par réflexe défensif.

### **Wikipédia s'inspire pourtant de ce qui se fait de mieux en termes de modération.**

Les raisons invoquées pour l'emploi des ciseaux d'Anastasia ne font clairement pas honneur à l'encyclopédie en ligne. Sommes-nous réellement non-admissibles, ou sommes-nous la preuve que Wikipédia se sclérose parfois au point d'en être inique ?

Le malaise, patent dans l'attitude de Pierre-Carl Langlais et Rémi Mathis – méprisant et ironique pour l'un, hésitant et confus pour l'autre –, témoigne en quelque sorte de la faiblesse de leur argumentation, de leurs embarrassants cyber-sophismes.

Dans une certaine mesure, on peut comprendre assez aisément ce qui s'est passé. Je pense personnellement que cette défense hasardeuse est le fruit d'un cas exceptionnel, qui a pris de court la plupart des administrateurs wiki, et qu'il est malaisé de juger puisqu'il est inédit. Il faut aussi prendre en compte la segmentation antagonique des sensibilités politiques et le fait que la neutralité n'est pas la chose la plus facile à atteindre lorsqu'il s'agit de considérer les articles politiques. S'y sont ajoutés le caractère fragmentaire (mais suffisant au regard d'une application neutre des critères d'admissibilité) de l'information à notre sujet dans les médias traditionnels et la tension née des débats. La polémique s'est ainsi amplifiée et la méfiance – voire l'hostilité – s'est installée du côté des caciques de l'encyclopédie en ligne.

L'autocensure est la forme la plus courante de censure, et c'est elle probablement que l'on observe ici. Mais cette

## Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie, en libérant la France de la prétendue union européenne, de l'OTAN et de l'euro~~  
caractéristique ne retire rien à son arbitraire, et la rend quelque part encore plus vicieuse, la situation étant aujourd'hui ce qu'elle est : bloquée.



À la fin de l'émission, Rémi Mathis dit que « Wikipédia [...] se rapproche beaucoup plus d'une bibliothèque dans son ensemble que d'une encyclopédie actuellement. » Peut-être serait-il temps d'y inclure (de façon neutre) François Asselineau, l'UPR, et les idées qu'ils défendent ?

Ce dossier, qui ne revient pas sur tous les points de cette affaire, qui mélange journalisme, politique, culture wiki et Internet, etc., montre la complexité du sujet. Il contribuera, je l'espère, à apaiser les tensions. Je ne veux pas faire un plaidoyer pour l'UPR sur Wikipédia, mais un plaidoyer pour la justice numérique, car je me sens bien davantage atteint en tant que wikiphile qu'en tant que membre de l'UPR, qui n'a pas de responsabilité dans l'envenimement de cette affaire. À l'UPR, notre position est comme toujours de tenir un propos franc et rationnel. Nous sommes ouverts au dialogue, si les responsables wiki veulent nous parler, nous répondrons présents, dans le respect de nos intelligences et positions respectives.

L'UPR est un mouvement à nul autre pareil, et son traitement médiatique et donc wikipédien ne fait pas exception à sa singularité. Nous n'avons toujours pas « nos » pages, qu'importe, nous avons produit des centaines d'articles, vidéos, dossiers, sans l'aide de Wikipédia francophone, et [nous nous portons très bien](#). Nous ne voulons, ni n'avons besoin d'un « [effet Streisand](#) » pour nous développer, et Wikipédia n'a pas besoin non plus d'un *bad buzz*.

Il est indéniable qu'avec aujourd'hui 2 350 adhérents, nous sommes désormais un mouvement politique sur lequel il faut compter ([selon Alexa Ranking](#), notre site Internet est 4<sup>e</sup> en termes de fréquentation dans le classement des

## **Union Populaire Républicaine | UPR**

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~ partis politiques français). Il serait peut-être temps de réexaminer le cas de François Asselineau, et par la même occasion celui de l'UPR, sur Wikipédia francophone ; ce n'est néanmoins pas à nous de le faire.

Je souhaite beaucoup de réussite aux projets respectifs de Wikipédia et de l'UPR, qui sont des outils très différents mais complémentaires de l'émancipation des peuples. L'UPR porte en elle les valeurs de la République : Liberté, Égalité, Fraternité, mais aussi probité. Wikipédia participe à l'élévation culturelle universelle. Je regrette vraiment cette controverse qui fait perdre du temps et de l'énergie à deux soutiens de la liberté d'expression et de la recherche loyale de la vérité.

[La seule conclusion qui s'impose.](#)

L'UPR approuve les [5 principes fondateurs](#) de Wikipédia. Le 5<sup>e</sup> principe a peut-être été bafoué nous concernant.

*L'article ci-dessus a également été publié sur le site Wikibuster, il est accessible à cette adresse.*